

GREENPEACE

réseau vert

LE BULLETIN FRANÇAIS D'INFORMATION DE GREENPEACE | AUTUMNE 2005 | VOLUME 13 NUMÉRO 3
WWW.GREENPEACE.CA



GROENLAND 2005

Alerte aux changements climatiques

→ Kyoto au Québec → OGM, énergie et changements climatiques → Du papier écolo en milieu scolaire



À bord d'un canot pneumatique, les militants de Greenpeace ont déposé des faux barils de déchets nucléaires sur les rives du Saint-Laurent, tout près de la centrale de Gentilly.

« Sortons du nucléaire, fermons Gentilly-2 »

Trois-Rivières, 5 septembre 2005 – Une flotte de petites embarcations pilotées par des sympathisants locaux s'est rassemblée en face des installations de Gentilly-2, la seule centrale nucléaire du Québec. Malgré la forte opposition des Québécois et Québécoises à l'énergie nucléaire, Hydro-Québec veut rénover le réacteur CANDU de Gentilly-2, âgé de 23 ans, au coût de 1,2 à 2,3 milliards de dollars. Greenpeace croit que ces sommes doivent être investies dans les énergies renouvelables, et qu'il faut fermer la centrale à la fin de sa vie utile, soit en 2010.

À bord d'un canot pneumatique, les militants de Greenpeace ont déposé des faux barils de déchets nucléaires sur les rives du Saint-Laurent, tout près de la centrale. Ils ont ensuite installé une banderole: « **SORTONS DU NUCLÉAIRE – Sinon ce sont nos enfants qui vont payer... et leurs enfants, et leurs enfants, et leurs enfants, etc.** » Il y a déjà 2 500 tonnes de déchets hautement radioactifs à Gentilly, et ceux-ci demeureront toxiques pendant un million d'années. En rénovant le réacteur, on doublerait la quantité de déchets mortels léguée aux générations futures. Gentilly-2 fournit seulement 2,5 %, environ, de l'électricité produite au Québec.

Greenpeace, avec l'appui d'autres groupes québécois pour la défense de l'environnement, demande au premier ministre Jean Charest de fermer définitivement la centrale Gentilly-2 en 2010 et de confier au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) le mandat d'évaluer, entre autres, les risques environnementaux liés à l'énergie nucléaire et les solutions de rechange.

OGM ? Étiquetage obligatoire, M. Charest, ça presse !

Québec, 5 octobre 2005 –

Des militants poussant une douzaine de chariots d'épicerie remplis d'aliments et affichant un gros point d'interrogation ont manifesté devant le bureau du premier ministre Jean Charest pour réclamer l'étiquetage obligatoire des OGM (organismes génétiquement modifiés). Greenpeace, en partenariat avec d'autres groupes¹, a rappelé au gouvernement Charest la promesse électorale – toujours non tenue – du PLQ en faveur de l'étiquetage obligatoire des OGM. Un ballon d'environ 3 mètres de diamètre arborant le bref message « OGM ? » a été suspendu devant les fenêtres du bureau du dirigeant politique. Des milliers de Québécois et Québécoises ont écrit au premier ministre pour exiger que son gouvernement tienne son engagement et mette en place l'étiquetage des OGM. Comme rien de concret n'a encore été proposé, Greenpeace et les groupes partenaires réclament que Jean Charest s'engage à déposer un projet d'étiquetage obligatoire des OGM au cours de la présente session parlementaire.

1. Les Amis de la Terre de Québec, l'Union des consommateurs et l'ACEF de Québec.



Greenpeace appuie les Innus

Québec, 3 août 2005 – Greenpeace et le Conseil des Innus de Pessamit ont rendu publics les résultats d'un sondage Léger Marketing portant sur la gestion forestière au Québec*. Les deux organisations soulignent notamment que 70 % des répondants seraient favorables à « la création d'un processus de cogestion avec le gouvernement du Québec qui inclurait les Autochtones dans la gestion des ressources naturelles sur les territoires déclarés ancestraux ».

« Ce sondage démontre bien que la population reconnaît la pertinence des demandes des Innus. Il est légitime que nous participions à la gestion des ressources naturelles sur nos terres ancestrales », a déclaré le chef des Innus de Pessamit, M. Raphaël Picard. De plus, 65 % des répondants sont d'accord avec le jugement de la Cour supérieure du Québec, qui a accordé une injonction aux Innus de Pessamit et forcé la compagnie Kruger à cesser totalement la coupe forestière sur l'île René-Levasseur.

Kruger et le gouvernement du Québec ont affirmé que l'action en justice entreprise par les Innus allait entraîner des mises à pied massives sur la Côte-Nord. Or, seulement 9 % des personnes interrogées croient que les Innus sont responsables de ces pertes d'emplois, alors que 34 % des répondants blâment la compagnie Kruger et 23 % jettent le blâme sur le gouvernement du Québec. Pour Greenpeace, il est grand temps que le gouvernement cesse de jouer à l'autruche: l'île René-Levasseur doit être protégée et les droits ancestraux des Innus, respectés.

Précisons que ce sondage a été réalisé à la suite de la victoire des Innus devant la Cour supérieure du Québec, qui maintient l'interdiction de coupes forestières jusqu'au jugement final de la requête sur les droits ancestraux des Autochtones.

* Le sondage téléphonique a été effectué par Léger Marketing entre le 6 et le 10 juillet 2005, auprès de 1 000 Québécois. La marge d'erreur maximale est de plus ou moins 3,1 %, et ce, 19 fois sur 20.



«Si tu ne t'occupes pas d'environnement, l'environnement s'occupera de toi»

Voilà un nouveau proverbe, qui siérait bien aux étatsuniens en ce moment... Des résultats de recherche publiés récemment par le magazine scientifique *Nature* tendent à indiquer que l'augmentation de la température des eaux de surface des océans, consécutive au réchauffement global, entraînera des cyclones plus violents¹. D'après les analyses du professeur Kerry Emanuel, climatologue du Massachusetts Institute of Technology, l'intensité des grandes tempêtes dans l'Atlantique et le Pacifique a augmenté d'environ 50 % depuis les années 1970. Cette tendance est étroitement liée à l'élévation de la température moyenne de la surface des océans.

Eh oui ! Encore un texte sur les ouragans² ! Faut avouer qu'en matière d'écologie et d'environnement, c'est le thème le plus inévitable en ce moment. Mais la dévastation physique de la région touchée est loin d'être la seule conséquence du passage d'un ouragan : il y a un nombre considérable de « mini-catastrophes » (politiques, économiques, culturelles...) qui, réunies, forment un deuxième cataclysme ! Tout comme le réchauffement de la planète, causé par un nombre incalculable (mais toujours grandissant) de choses qui, chacune isolément, n'auraient qu'un effet insignifiant ou en tout cas marginal...

Imaginons, donc, ce que peut donner l'effet accumulé des éléments qui suivent :

- Huit raffineries de la Louisiane ont cessé leurs activités et deux les ont réduites, diminuant de 9 % la capacité nationale de production de pétrole (et c'est ça qui a fait le plus flipper le Vrai Monde !).
- Au Mississippi, le port de marchandises de Gulfport, qui joue un rôle majeur dans l'alimentation du Sud des États-Unis, est considéré comme inutilisable pour au moins un an.
- Katrina a forcé l'évacuation et la fermeture des casinos le long de la côte du golfe du Mississippi. Au moins 14 000 personnes y travaillaient. L'État du Mississippi perdra près de un demi-million de dollars américains pour chaque jour de fermeture de ces maisons de jeu.
- Quelques jours seulement après la tempête, devait se tenir à la Nouvelle-Orléans l'événement Décadence du Sud, un festival gay qui représente la seconde rentrée d'argent pour les commerces de la ville, après le Mardi gras. Annulé. La ville y perdra des millions de dollars.

- Les précipitations, inondations et mouvements de terrain ont rompu une liaison Internet importante reliant Houston à Atlanta.
- L'atelier d'assemblage Michoud aurait interrompu la production des réservoirs externes de la Navette spatiale, ce qui rallongera l'interruption des vols.
- Il y a eu des pratiques d'augmentation des prix sur des produits essentiels comme l'eau potable et les carburants.
- Les plus pauvres, n'ayant pas eu accès à un quelconque moyen d'évacuation, ont dû se débrouiller comme ils le pouvaient. Pour prévenir les pillages et le chaos, la gouverneure de la Louisiane, Kathleen Blanco, a déclaré que 300 soldats de la Garde nationale des États-Unis étaient arrivés, revenant tout juste d'Irak – ce qui montre que les États-Unis sont militairement démunis sur leur propre territoire, alors qu'ils regorgent d'organisations privées armées, milices et autres, qui peuvent facilement déstabiliser le pays et prendre du (ou « le ») pouvoir. Elle a ajouté d'un ton ferme : « [Ils] ont des M-16, chargés. Ils savent comment tirer et tuer, ils sont plus que volontaires pour le faire si nécessaire, et j'espère qu'ils le feront. » Ce qui montre que, pour nourrir les démunis, on peut les gaver de munitions. Vive la guerre civile !
- La cote de popularité de George W. Bush a chuté. Il était temps !
- Michael Brown, le directeur de la FEMA, l'agence fédérale des situations d'urgence, a dû démissionner.
- Le bilan de la pollution et de la dégradation des écosystèmes entourant les zones industrielles gravement touchées se fera sans doute attendre et les solutions seront sans doute inexistantes.

Au moment où j'écris ces lignes, Rita est sur le point de déferler sur le Texas... Et si ça continue, les États-Unis vont peut-être devoir devenir, sous la pression populaire, des leaders mondiaux pour ce qui touche à l'environnement... On peut toujours rêver. ☺

1. Kerry Emanuel, «Increasing destructiveness of tropical cyclones over the past 30 years», *Nature*, n° 436, 4 août 2005, p. 686-688.
2. Le mot « ouragan » vient de *Huracán*, dieu maya du vent, de la tempête et du feu.



À quand un plan d'action Kyoto pour le Québec?

C'est bien connu, le Québec a un bien meilleur bilan d'émissions de gaz à effet de serre que l'ensemble des provinces canadiennes. Du moins, c'est ce que l'on prétend, en théorie!

Il est vrai que, par capita, les émissions de la population québécoise correspondent à la moitié de celles qui proviennent de la population canadienne. Tout comme il est vrai que les émissions du Canada en 2003 étaient de 24 % supérieures au niveau de 1990, alors que, en vertu de nos engagements de Kyoto, elles devront être de 6 % inférieures à celui-ci d'ici 2008-2012.

Cela étant dit, le Québec est la province canadienne où les émissions de GES ont le plus augmenté en 2003! Elles sont maintenant de 8 % au-dessus du niveau de 1990. La réponse du gouvernement québécois a été de minimiser cette augmentation, en affirmant que le bilan de la province est le meilleur au pays.

Un peu d'histoire

Un petit rappel historique s'impose. Qui était le ministre de l'Environnement du Canada lorsque la Convention de Rio sur les changements climatiques a été adoptée en 2002? C'était nul autre que Jean Charest, notre actuel premier ministre du Québec. Cette convention a été le précurseur du Protocole de Kyoto.

Lors de sa participation à l'émission *Tout le monde en parle*, de Radio-Canada, Jean Charest affirmait que son passage au ministère de l'Environnement du Canada était l'une des choses dont il était le plus fier. Comment expliquer désormais que son gouvernement n'ait toujours pas, après plus de deux années à la tête du Québec, adopté et mis de l'avant un plan d'action pour mettre en œuvre le Protocole de Kyoto?

Le Québec est pourtant l'un des endroits

les plus pro-Kyoto en Amérique du Nord. D'ailleurs, en 2002, l'Assemblée nationale a adopté une motion unanime demandant au gouvernement fédéral de ratifier le Protocole et, la même année, dans la foulée de la mise en œuvre de l'entente, elle se déclarait prête à «faire sa juste part».

Un plan d'action québécois

Une large coalition de groupes écologistes québécois a donc récemment redemandé au gouvernement du Québec de procéder sans tarder au dépôt, à l'adoption ainsi qu'à la mise en œuvre d'un vigoureux plan d'action sur les changements climatiques dès 2005, afin de réduire les émissions de GES du Québec de 6 % en moyenne sous le niveau de 1990 pour la période 2008-2012.

Le plan d'action devra également inclure des engagements de réduction des émissions de GES à long terme, au-delà de l'an 2012. En ce sens, le Québec doit s'engager à réduire ses émissions de 15 % à 30 %, d'ici 2020, et de 60 % à 80 %, d'ici 2050, par rapport au niveau de 1990. Le Québec rejoindrait ainsi plusieurs autres États et pays—notamment le Maine aux États-Unis, la Grande-Bretagne et le Danemark—qui ont déjà pris cet engagement.

Le gouvernement du Québec devra également élaborer de nouvelles politiques qu'il mettra en application par des lois, des règlements et des mesures incitatives, incluant les avantages fiscaux nécessaires. Il lui faudra dès lors procéder à une refonte cohérente de ses politiques existantes, en tenant compte des objectifs de réduction à long terme des émissions de GES.

Le gouvernement du Québec doit restructurer profondément le secteur des transports, réviser l'aménagement du territoire, revoir la production et l'utilisation de l'énergie, repenser la gestion des ressources forestières et agricoles, mettre en question les modes de développement économique et social, ainsi que les règles de fiscalité.

De tous ces secteurs, celui qui représente le défi le plus important est sans aucun doute celui des transports. Pourquoi? Parce que ce secteur est responsable de 38 % des émissions de GES du Québec (près de 45 % pour l'agglomération urbaine de Montréal) et parce que c'est celui qui contribue le plus à leur augmentation, qu'on estime de 16 % depuis 1990.

Par exemple, le gouvernement Charest déclare ne pas avoir d'argent supplémentaire à investir dans le transport en commun, alors qu'il vient d'allouer 300 millions de dollars par année, pour les trois prochaines années, à la construction de nouvelles routes. M. Charest aurait tout intérêt à consulter cette récente étude¹ qui souligne, entre autres, que:

- L'impact du transport en commun sur l'économie montréalaise est deux fois plus élevé qu'une dépense équivalente en transport privé par automobile, en raison du taux d'importation beaucoup plus faible;
- Le coût unitaire d'un déplacement en transport en commun est de deux à trois fois plus faible qu'en voiture;
- Le transport en commun a permis à ses utilisateurs montréalais d'économiser près de 570 M\$ en 2003.

Le gouvernement Charest doit relever le défi sans tarder. ☺

1. Chambre de commerce du Montréal métropolitain, en collaboration avec Sécour, *Transport en commun: un puissant moteur du développement économique de la région métropolitaine de Montréal*, décembre 2004, p. 5.



OGM, énergie et changements climatiques

L'agriculture et l'industrie agroalimentaires sont des utilisateurs importants d'énergies non renouvelables et, de ce fait, contribuent aux changements climatiques. On estime que la production agricole mondiale utilise en moyenne 5 % de la consommation globale d'énergie et que l'ensemble du secteur de l'agroalimentaire en emploie 17 %.

En 2000, l'agriculture était responsable de 8,3 % du total des émissions de gaz à effet de serre au Canada. De plus, l'agriculture industrielle et ses fertilisants synthétiques sont à la source de 50 % à 80 % des émissions de N₂O (oxyde de nitratre) dans ce pays. Il faut savoir que 1 kg de N₂O a le même impact environnemental négatif que 310 kg d'émissions de CO₂ en ce qui trait aux changements climatiques.

Comme consommateurs ou consommatrices, nos choix d'aliments ont également un impact énergétique direct. La quantité d'énergie nécessaire pour produire des aliments varie énormément, allant de 484 kcal/kg pour la farine et 1206 kcal/kg pour la viande à plus de 18 500 kcal/kg pour le café et le chocolat. Un repas végétarien typique en Europe génère environ 200 g de CO₂, tandis qu'un repas fait seulement à partir de dérivés animaux de nourriture importée peut atteindre 1800 g de CO₂.

Aliments et transport

Dans le domaine des transports seulement, une récente étude du gouvernement britannique confirme que le transport de la nourriture par camion et voiture augmente la pollution, la congestion des routes et les changements climatiques. La moitié des coûts du transport de nourriture au Royaume-Uni, soit presque 20 milliards de dollars canadiens, se rapporte au trafic automobile. On évalue à 2,2 milliards de dollars les dommages ainsi causés à l'environnement et à 4,4 milliards les coûts liés aux accidents de la route. Le rapport révèle que 25 % des distances couvertes par les camions servent à déplacer la nourriture et que chaque consommateur parcourt environ 1400 km/année simplement pour acheter des aliments. Le gouvernement britannique a donc mis au point des stratégies dans l'espoir d'arriver à une baisse de 20 % des coûts environnementaux et sociaux des transports alimentaires d'ici à 2012. En particulier, le rapport suggère de contrôler plus strictement le transport aérien de nourriture, qui est responsable des plus grosses émissions de dioxyde de carbone par tonne.

L'éthanol: un choix écologique?
Le gouvernement vient d'octroyer 140 millions de dollars à un programme national sur l'éthanol de la biomasse. Il n'est pas certain que cela soit une décision utile pour réduire l'utilisation des énergies non renouvelables. Un expert américain, David Pimentel, estime que la production de 8590 kg de maïs requiert 33,9 millions de BTU (British thermal unit). Cela signifie que la production d'un litre d'éthanol nécessite 29 % plus d'énergie que celle qu'il peut ensuite générer. Un autre expert, Tap Patzek, a conclu que 65 % des intrants d'énergie nécessaires à la production de l'éthanol à partir du maïs sont perdus durant la conversion. Finalement, il apparaît que l'absorption de dioxyde de carbone par le maïs est annulée quand l'éthanol provient

de maïs brûlé. Est-ce que les politiques canadiennes qui encouragent la production d'éthanol sont une subvention déguisée pour permettre aux producteurs de cultures OGM, notamment de maïs, d'écouler leurs stocks? Selon certains experts, le projet d'usine d'éthanol de maïs à Varennes viserait avant tout à orienter le surplus de maïs destiné à l'exportation—un secteur où les prix sont extrêmement bas du fait des subventions américaines—vers le marché de l'éthanol, par le biais d'un contrat de 10 ans au prix actuel. Dans ce contexte, la lutte aux changements climatiques associée à la promotion de l'éthanol risque de justifier la production d'OGM plutôt que l'investissement dans une agriculture rationnelle et l'application des protocoles de Kyoto et de Cartagena.

Le bio: bon pour la santé et l'environnement

Il existe des solutions de rechange à l'agriculture industrielle et aux OGM. Parmi celles-ci, l'agriculture biologique exige 30 % moins d'énergie fossile. Les pratiques biologiques absorbent et retiennent dans le sol un pourcentage très élevé de carbone, ce qui produit aussi des externalités positives contre le réchauffement de la planète. La présence de carbone est de 15 % à 28 % supérieure dans les sols où se développent des cultures bio, et cette concentration équivaut à 1600 kg de dioxyde de carbone dans l'air. ☺

Expédition Groenland 2005



L'accélération du retrait des glaciers, une preuve des changements climatiques

Des chercheurs indépendants voyageant à bord de l'*Arctic Sunrise*, le navire de Greenpeace, ont recueilli durant l'été 2005 de nouvelles preuves du réchauffement de la planète.

À l'aide de méthodes d'arpentage GPS de haute précision, Gordon Hamilton, chercheur, et Leigh Stearns, étudiante de doctorat à l'Université du Maine, ont découvert que les glaciers du Groenland fondent à une vitesse sans précédent. Les conclusions préliminaires indiquent que le glacier de Kangerdlugssuaq, sur la côte est du Groenland, pourrait être à cet égard un des glaciers les plus rapides au monde, avec une vitesse de presque 14 km par année—comparativement à 5 km par année en 1988. À mesure que le glacier fond, il est propulsé à des vitesses toujours plus rapides. De plus, contre toute attente, le glacier de Kangerdlugssuaq a reculé d'environ 5 km depuis 2001, après avoir été stable au cours des 40 années précédentes. « C'est une découverte étonnante », a déclaré Gordon Hamilton. Ce fut la même surprise pour le glacier de Helheim, qui s'est retiré de 4,5 km depuis 2001 alors que sa position était demeurée stable depuis 1972. « Il est inquiétant que les modèles actuels de prévision des effets des

changements climatiques sur les calottes glaciaires ne prévoient pas l'accélération de la vitesse de ce glacier et d'autres glaciers semblables, et l'accroissement du débit de glace qui y est associé », précise le chercheur. Ces nouveaux résultats suggèrent que la perte de glace de l'inlandsis groenlandais, si elle n'est pas contrebalancée par un accroissement équivalent de chute de neige, entraînerait un retrait plus rapide et massif des glaciers que ce qui avait été prévu à l'origine. À mesure que le réchauffement s'étend au nord, les glaciers situés à des latitudes plus élevées au Groenland pourraient aussi réagir de la même façon que les glaciers de Kangerdlugssuaq et de Helheim. Cela pourrait avoir de sérieuses conséquences sur le taux d'élévation du niveau de la mer. L'inlandsis groenlandais contient plus de 6% de toute l'eau douce de la Terre. Si cette calotte glaciaire devait fondre complètement, les niveaux de l'eau de mer de la planète s'élèveraient d'environ 6 mètres.

Greenpeace et la protection des régions polaires

TRADUCTION PIERRE RENÉ DE COTRET

L'Arctique et le réchauffement de la planète

Des modèles prédisent que si nous n'arrêtons pas le réchauffement de la planète, l'océan Arctique pourrait être libre de glace de mer, en été, dès 2050. Cette absence de glace de mer pourrait causer la disparition d'espèces arctiques uniques comme l'ours polaire et le phoque. Nombre de Groenlandais dépendent des ours polaires, des morses et des phoques pour leur alimentation et d'autres utilisations traditionnelles. À mesure que la banquise s'éloigne du rivage, les chasseurs sont forcés de parcourir de plus grandes distances, sur une glace amincie et instable, ce qui rend leur difficile travail encore plus dangereux. De plus, la glace de mer supprime l'action des vagues durant les tempêtes, de sorte que la réduction de cet amortisseur naturel pourrait se traduire, en cas de mer agitée, en conditions plus violentes et dangereuses pour les chasseurs qui circulent en bateau.

Présence à l'année dans l'Antarctique

En 1986, Greenpeace est devenue la première organisation non gouvernementale à établir une présence à longueur d'année dans l'Antarctique, par le biais d'une station révolutionnaire vouée à protéger la région contre l'extraction minière et à lui conserver son statut de dernier continent largement préservé des activités humaines. La base du Parc mondial de Greenpeace se trouvait au cap Evans, sur l'île de Ross, et était prise en charge par quatre personnes qui étaient remplacées chaque été. Maintenu pendant six ans, la base du Parc mondial a contribué à l'élaboration d'une convention internationale établissant des directives strictes relativement aux activités humaines dans la région et à un moratoire sur l'extraction minière.

De nouvelles preuves du réchauffement de la planète

Grâce à l'*Arctic Sunrise*, un navire de cote glace, Greenpeace a publié certaines des premières preuves visuelles des effets de la pollution causant le réchauffement de la planète en Antarctique. Depuis sa découverte en 1904, le canal Prince Gustav, un passage se trouvant entre l'île James Ross et l'Antarctique, était bloqué par une plate-forme de glace. En 1995, cette plate-forme s'est fragmentée en une série d'icebergs. Deux ans plus tard, Greenpeace complétait la toute première circumnavigation de l'île. L'*Arctic Sunrise* a pu étudier des eaux auparavant couvertes de glace et documenter une série de fissures et de crevasses dans une plate-forme de glace voisine, qui allait par la suite s'écrouler, en 2002.

L'Arctique alaskien

Après avoir étudié et documenté les effets du réchauffement de la planète dans l'Antarctique, Greenpeace s'est rendue dans l'Arctique alaskien à bord de l'*Arctic Sunrise*, puis y est retournée chaque été jusqu'en l'an 2000, en s'employant à mettre en évidence les effets du réchauffement de la planète dans cette région du monde. En 1997 et 1998, des membres de Greenpeace ont rendu visite à des communautés autochtones de l'Alaska pour recueillir leurs témoignages au sujet des effets du réchauffement de la planète sur leur mode de vie. Au cours des deux années suivantes, le navire de Greenpeace a accueilli d'éminents scientifiques dans le cadre d'expéditions le long de la lisière des glaces dans l'Arctique alaskien et sibérien. Ces scientifiques ont étudié les populations d'ours polaires, de morses, de phoques et d'oiseaux menacés par la réduction et l'amincissement de la glace de mer dans l'Arctique. ④

« Si nous avons encore besoin de preuves des changements climatiques, cette expédition ne laisse aucun doute sur le réchauffement planétaire. Le rétrécissement des glaciers du Groenland envoie à l'humanité un grave avertissement, à savoir qu'il est urgent d'agir afin de contrer les changements climatiques. »

STEVEN GUILBEAULT

A PARTICIPÉ À L'EXPÉDITION GROENLAND 2005 PENDANT UNE DIZAINE DE JOURS

À propos de l'*Arctic Sunrise*

Avant que Greenpeace ne l'affrète en 1995 pour ses activités, l'*Arctic Sunrise* avait déjà été utilisé pour la chasse au phoque. L'ironie du sort veut en plus que ce navire se soit retrouvé au cœur d'une confrontation avec Greenpeace alors qu'il faisait du transport d'équipement pour le gouvernement français, qui voulait construire une piste d'atterrissage dans l'Antarctique au milieu d'un habitat de pingouins.

En 1996, Greenpeace a modifié l'*Arctic Sunrise* pour l'adapter aux conditions marines et aux glaces de l'Antarctique. En 1997, l'*Arctic Sunrise* s'est dirigé vers l'Antarctique et, par la suite, il a patrouillé régulièrement la région.

Les missions hors des régions arctiques

L'*Arctic Sunrise* est aussi actif dans les mers du Sud. Il a bloqué les tentatives japonaises de mettre en place un programme prétendument « scientifique » de chasse au phoque. Il a aussi chassé des navires pirates qui pêchaient illégalement la légine australe (une variété de bar) pour la vendre dans les ports clandestins de la République de Maurice.

L'*Arctic Sunrise* s'est placé directement sur la route des missiles d'essai lancés par les États-Unis dans le cadre du projet de « guerre des étoiles ». Ce geste n'a malheureusement pas suffi à empêcher les essais relatifs à ce projet, qui pourrait déclencher une nouvelle course à l'armement nucléaire. En 1998, l'*Arctic Sunrise* s'est dirigé vers l'Argentine pour poursuivre une tournée visant à dénoncer les plus grands émetteurs de polluants toxiques d'Amérique latine.

L'*Arctic Sunrise* au Québec

par Clôde de Guise

Tournée « L'énergie du changement », du 30 août au 9 septembre 2005

De retour de l'Expédition Groenland 2005, le brise-glace *Arctic Sunrise* a sillonné le fleuve Saint-Laurent pour sensibiliser la population du Québec aux enjeux liés aux changements climatiques. Il devient de plus en plus nécessaire de mettre en place, à tous les paliers gouvernementaux, des plans d'action qui misent à la fois sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, ainsi que sur les transports durables.

Bilan d'une tournée formidable

Plus de 5 000 Québécois et Québécoises ont participé aux visites guidées du navire dans les ports de Québec, de Trois-Rivières et de Montréal. Les membres de l'équipage ont mis à contribution les canots pneumatiques (les célèbres zodiacs de Greenpeace) pour une importante manifestation contre la réouverture de la centrale nucléaire Gentilly-2 de Bécancour. Nous remercions tous les sympathisants et les bénévoles qui ont fait de cette tournée un franc succès. ④



PAR MÉLISSA FILION
RESPONSABLE DU PROJET DES ÉCOLES
« AMIES DE LA FORÊT BORÉALE »

La CSDM pourrait sauver
de la coupe environ 9 500 arbres
chaque année si toutes ses
institutions achetaient du papier
recyclé 100 % postconsommation.

FÔRET
BORÉALE

Du papier écolo en milieu scolaire



L'an dernier, un nouveau projet d'écoles « amies de la forêt boréale » était créé afin de protéger les forêts anciennes. Un projet expérimental a été mis sur pied, en collaboration avec la Commission scolaire de Montréal (CSDM), afin de promouvoir et de tester l'utilisation de papier écologique dans les écoles. L'heure est maintenant au bilan.

Le papier de bureau écologique

Au total, neuf écoles ont participé à ce projet, dont quatre écoles primaires, quatre écoles secondaires et une école de métier. Afin d'assurer une certaine représentativité de l'ensemble des membres de la CSDM, les institutions participantes provenaient de différents milieux économiques, témoignaient de clientèles culturelles diversifiées et constituaient des établissements de taille variable. L'étude a duré environ 3 mois, et un secteur administratif de la CSDM s'est joint à l'initiative.

Pour amorcer ce changement vers une utilisation de papier plus écologique, Greenpeace offrait aux écoles participantes une session d'information sur les enjeux entourant la gestion de la forêt au Québec et les avantages du papier recyclé postconsommation. Les Midis verts, une série de mini-conférences, se sont avérés très enrichissants, tant pour les étudiants que pour les enseignants qui y ont participé. Curieusement, lorsque l'on demandait aux participants de choisir parmi quelques échantillons de papier, les papiers blancs, recyclés et non blanchis au chlore étaient souvent confondus avec le papier de première génération, fait de fibres vierges. Devant un tel constat, la fausse croyance selon laquelle le papier recyclé laisse transparaître les fibres, est majoritairement brun, plus rugueux et de moindre qualité a vite disparu.

Outre la sauvegarde de la forêt boréale, certaines données concernant les impacts environnementaux de la fabrication de

papier soutiennent l'utilisation de papier recyclé. La production de papier recyclé nécessite la moitié moins d'eau, consomme beaucoup moins d'énergie et permet de réduire d'un tiers la pollution de l'eau et des deux tiers la pollution de l'air, comparativement au papier issu de la coupe à blanc.

Finalement, afin d'absorber l'augmentation du prix du papier recyclé, qui varie jusqu'à 30 % en fonction du pourcentage de fibre postconsommation, des mesures de réduction de la consommation du papier étaient présentées à la direction et aux enseignants des écoles participantes. Cette diminution repose principalement sur l'augmentation de la photocopie recto verso, et sur de nombreuses autres actions à plus petite échelle telles que l'utilisation accrue des babillards, du courrier électronique et des mesures de contrôle de la consommation.

L'achat de papiers jetables n'a pas été pris en compte lors de ce projet puisque la CSDM exige déjà des papiers recyclés à 100 % lors des appels d'offres.

Des résultats emballants !

Les résultats du projet expérimental sont positifs et prometteurs pour une utilisation de papier plus écologique dans les écoles. Toutes les écoles qui ont testé le papier durant la période du projet s'accordent pour dire qu'elles sont satisfaites du produit recyclé, qu'elles estiment d'excellente qualité. Durant cette courte période d'essai, seulement la moitié des institutions participantes ont réussi à diminuer leur consommation de papier afin d'absorber le coût supplé-

mentaire du papier recyclé. Malgré tout, ces écoles se sont engagées à poursuivre leurs efforts environnementaux en continuant d'utiliser du papier recyclé et en poursuivant la réduction à plus long terme.

En outre, deux écoles primaires ont fait preuve d'initiative et d'audace et ont utilisé du papier 100 % recyclé postconsommation. Complètement satisfaites de ce papier, elles poursuivent cette année la protection de la forêt boréale par l'achat de papier écologique et par la réduction de la consommation de papier. Greenpeace tient à souligner la participation et l'effort des étudiants, des enseignants et de la direction de ces deux établissements: les écoles Simonne-Monet et du Petit-Chapiteau.

Bref, le projet des écoles « amies de la forêt boréale » a su démontrer que les obstacles liés à l'utilisation de papier écologique sont facilement surmontables, que la qualité du papier recyclé est reconnue et qu'il est possible de concilier écologie et économie! Rappelons que la CSDM pourrait sauver de la coupe environ 9 500 arbres chaque année si toutes ses institutions membres achetaient du papier recyclé 100 % postconsommation.

La prochaine étape

À la lumière de ce projet, plusieurs écoles utilisatrices des services de l'imprimerie de la CSDM souhaitent que les photocopies qui y sont faites soient imprimées sur du papier recyclé. Un projet expérimental devrait y débiter sous peu. Finalement, le service de l'approvisionnement de la CSDM promouvait ardemment le papier recyclé, et Greenpeace complète ces efforts pour que de nombreuses nouvelles écoles emboîtent le pas en faveur du papier écologique et de la protection de la forêt boréale. ♻️



2°C de plus

PAR CLÔDE DE GUISE ET STEVEN GUILBEAULT

Selon les prévisions du Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC) des Nations Unies, l'augmentation de la température moyenne du globe au cours du XXI^e siècle oscillera entre 1,4°C et 5,8°C. Plus les augmentations de température seront élevées, plus la sévérité et le nombre des catastrophes naturelles seront importants. Dans cette perspective, Bill Hare, un scientifique de renommée internationale qui travaille pour Greenpeace, a élaboré le concept du 2°C, selon lequel la communauté internationale doit prendre les moyens de prévenir toute augmentation de température globale qui serait supérieure à 2°C.

Pourquoi 2°C ?

Selon plusieurs études des Nations Unies, c'est à partir d'une augmentation de température supérieure à 2°C que l'on risque d'observer des bouleversements climatiques catastrophiques. En 2002, 700 catastrophes naturelles ont été documentées aux quatre coins du monde, dont 600 étaient liées à des conditions extrêmes. Le coût : 50 milliards de dollars américains. À lui seul, l'ouragan Katrina coûtera 200 milliards de dollars américains. Nous sommes déjà aux prises ici avec des moustiques infectés par le virus du Nil occidental, maladie des régions tropicales. Avec la hausse de la température, d'autres virus migreront vers le Nord, entraînant dans leur sillage de graves maladies infectieuses, comme la malaria. La malnutrition va s'accroître en raison des conditions de plus en plus difficiles de l'agriculture dans plusieurs pays du Sud. Les répercussions des changements climatiques doubleront le nombre de victimes d'ici 2020, les faisant passer de 160 000 à plus de 300 000 par année.

Dans 50 ans, un animal et une plante sur quatre seront menacés de disparition. Cela signifie que un million de plantes et d'animaux ne seront plus qu'un souvenir. Le niveau des mers montera de un mètre en moyenne, et de nombreuses villes côtières seront submergées.

Le temps presse

Si nous voulons prévenir que la température globale augmente au-delà de 2°C, il faudra faire vite, car celle-ci a déjà augmenté de 0,6°C à 0,7°C et les gaz à effet de serre que nous émettons aujourd'hui demeureront dans l'atmosphère pour les décennies à venir. Il nous faudra de nombreux Protocole de Kyoto pour contrer l'accélération des changements climatiques et la menace qu'ils font peser sur notre petite planète. ☹

La Conférence de Montréal et Kyoto 2

Montréal est l'hôte de l'une des plus importantes conférences des Nations Unies sur les changements climatiques depuis celle de Kyoto en 1997. Cette conférence sera le fer de lance des négociations sur Kyoto 2.

Le Protocole de Kyoto de 1997 prévoit des réductions d'émissions de 5,2 % sous le niveau de 1990 d'ici 2008-2012 pour les pays industrialisés. Cela constitue un premier pas dans la bonne direction, toutefois les scientifiques spécifient qu'afin d'éviter des changements climatiques extrêmes, il nous faudra réduire les émissions globales de 60 % à 80 % sous le niveau de 1990 au cours des prochaines décennies.

Les grands enjeux

L'objectif de la Conférence de Montréal est donc de définir un plan de travail ainsi qu'un échéancier permettant d'établir la base des négociations de Kyoto 2, dont la période d'engagement sera probablement de 2013 à 2017. Même si ces négociations ne débiteront pas à proprement parler à Montréal, les pays devront déjà s'entendre sur les éléments qui devront être inscrits au prochain plan de travail. Il est évident que l'effort de réduction va augmenter pour l'ensemble des pays industrialisés. Pour le Canada, ces réductions devront être de l'ordre de 30 % sous le niveau de 1990 d'ici 2020 (de façon à être sur la voie d'une réduction de 60 % à 80 % d'ici 2050).

Dans la première étape d'application du Protocole, seuls les pays industrialisés se sont engagés à réduire ou à stabiliser leurs émissions de GES, du fait qu'ils sont les responsables du problème. Cependant, les émissions de GES sont en forte croissance dans certains pays en émergence, et elles représentent une part croissante du bilan des émissions de GES à l'échelle planétaire.

Par exemple, d'ici quelques décennies, la Chine et l'Inde produiront près de la moitié des émissions totales de GES.

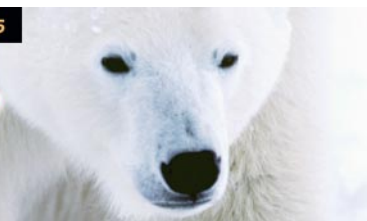
Donc, toute entente internationale sur la question des changements climatiques doit concilier à la fois la responsabilité historique des pays industrialisés comme grands pollueurs et le droit au développement de pays émergents, avec tout ce que cela implique comme conséquences sur les changements climatiques et leur sévérité. Pour réussir, il faudra à terme qu'un nombre de plus en plus important de pays s'engagent soit à limiter l'augmentation de leurs émissions, soit à les stabiliser, soit à les réduire.

Il serait possible de mettre en place un système où les pays émergents prendraient des engagements dans des secteurs névralgiques. Par exemple, la Chine pourrait s'engager à augmenter l'efficacité énergétique de son secteur de la production d'énergie, par exemple de 5 % ou 10 % par année, entre 2013 et 2017. Le Brésil, qui compte parmi les trois ou quatre pays émettant le plus de GES au monde, si l'on tient compte des émissions liées à la déforestation, pourrait s'engager à réduire le rythme de cette déforestation pour Kyoto 2.

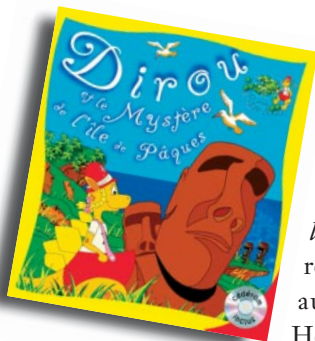
Les résultats de la Conférence de Montréal sont encore bien incertains. Plusieurs pays, dont en tête l'administration Bush, tenteront par tous les moyens de faire dérailler les négociations. À titre de président de la conférence, le ministre de l'Environnement Stéphane Dion aura un rôle de premier plan à jouer afin de contre-carrer ces tentatives. ☹

conférence sur le climat, MONTRÉAL 2005

moi
la chaleur
ça me tue.



Environnement Ludique



Dirou et le mystère de l'île de Pâques est une réalisation d'une jeune auteure québécoise, Hélène Béchar, qui a créé sa propre entreprise.

Il était une fois Dirou

par Hélène Béchar

Un beau matin, Dirou constate que les aliments magiques sont sur le point de manquer. Si l'on ne fait rien, on ne pourra bientôt plus fabriquer assez de paniers pour nourrir tous les enfants. Le jardin de l'île ne produit plus assez de légumes, nos amis ont commencé à couper des arbres pour l'agrandir! Mais Dirou se demande si c'est la meilleure solution.

C'est sur l'île de Pâques qu'elle devra se rendre pour effectuer sa mission. C'est un endroit qui la fascine depuis qu'elle est toute petite parce qu'elle aime beaucoup jouer avec la terre et s'amuser à faire des sculptures.

Comment ces géants de pierre pesant parfois jusqu'à 150 tonnes se sont-ils retrouvés tout autour de l'île? Comment se fait-il qu'il n'y ait presque plus d'arbres sur l'île de Pâques? Qui était l'homme-oiseau et que représentait-il pour les habitants de ce lieu?

Deux entreprises québécoises ont créé des jeux éducatifs pour les jeunes et les tout-petits en environnement.

C'est ce que vous allez découvrir à la lecture de ce livre illustré en couleur et tout au long de votre parcours exploratoire dans le cédérom. Chaque fois que Dirou réussit un jeu sur l'île de Pâques, elle se retrouve à l'intérieur de la grotte où elle fait la rencontre de l'homme-oiseau, qui lui révèle une partie du mystère que recèle cet endroit légendaire. Empreint de valeurs pacifiques et environnementales, cet outil est idéal pour favoriser l'éveil et stimuler la créativité des enfants tout en privilégiant la relation parent-enfant.

Disponible en deux versions: 3-5 ans et 6-10 ans. Des ateliers de jeu et de création sont également offerts pour les écoles, les garderies et les musées d'art.

Sensibiliser les jeunes du monde entier à l'environnement et à la santé

par Véronique Janiak*

Après avoir œuvré en Afrique et en Haïti pour l'ACDI et la Banque mondiale, j'ai créé des jeux éducatifs visant la sensibilisation des jeunes à la santé, à l'environnement et aux espèces menacées. Trois de ces jeux, **Animotrax**, **Enviro-Quiz** et **Enviro-Santé**, sont reconnus mondialement. Leur contenu scientifique est validé par des organisations réputées, telles que l'Union mondiale pour



la nature, le Biodôme de Montréal, le WWF-Fonds mondial pour la nature, Vert l'Action, Santé Canada et Environnement Canada. Enviro-

Quiz (9 ans et plus), un mult jeu de sensibilisation à l'environnement, est amusant et facile à jouer. Il contient 420 questions à choix multiple, une roue de quiz, un livret de règlements et des instructions pour les enseignants. L'objectif principal consiste à fournir le plus grand nombre de bonnes réponses à des questions qui portent sur les problèmes environnementaux et leurs solutions, ainsi que sur les espèces menacées. Un deuxième jeu s'ajoute: **SOS Planète Terre**. On peut y jouer en petits ou grands groupes (jusqu'à 50 personnes), et il se révèle un excellent outil d'animation. Enviro-Quiz peut être utilisé en famille, en atelier ou en classe, aux fins d'activités environnementales. Ce jeu est offert en français ou en anglais.

Enviro-Santé (9 ans et plus) comprend 100 questions-réponses documentées scientifiquement, 18 jokers et 22 mimes à exécuter. Dans ce jeu, les enfants sont amenés à répondre aux questions, mais ils doivent aussi réagir à des farces et attrapes dans le domaine de l'alimentation et des sports, en plus de mimer des sports ou certaines maladies pour accroître leurs points. Le jeu, tout en étant sérieux, devient très drôle et interactif, pour le plus grand plaisir des enfants. Il est offert en anglais et en français dans la même boîte. ©

* Véronique Janiak est présidente-fondatrice d'Intelli-Kid, une firme montréalaise de conception et de création de jeux éducatifs de haute qualité.

VOUS AVEZ DES QUESTIONS OU DES COMMENTAIRES À FORMULER ? TÉLÉPHONEZ À NOTRE SERVICE DES MEMBRES : 1 800 320-7183

GREENPEACE

Fondée à Vancouver en 1971, Greenpeace possède aujourd'hui des bureaux dans plus de 40 pays. Greenpeace est une organisation indépendante qui, par une approche de confrontation inventive et non-violente, œuvre à exposer les problèmes environnementaux planétaires, tout en favorisant l'avancement des solutions essentielles pour assurer aux générations futures un monde écologique et pacifique. Objectifs de Greenpeace: la protection de la biodiversité sous toutes ses formes; la prévention de la pollution et des abus qui touchent l'eau, la terre et l'air de la planète; la fin de la menace du nucléaire; la promotion de la paix, du désarmement et de la non-violence.

Dépôt légal: 2005 Bibliothèque nationale du Québec; Bibliothèque nationale du Canada ISSN 1198-2691. Le Réseau Vert est publié trois fois par année.

RÉDACTION ET COORDINATION Clôde de Guise | COLLABORATION Hélène Béchar, Éric Darier, Steven Guilbeault, Véronique Janiak, Tomás Jensen, Pierre René de Cotret, Louis Teasdale | CORRECTION Intersigne | CONCEPTION GRAPHIQUE Diane Héroux | IMPRESSION Produlith inc. | ÉDITEUR Greenpeace Canada



NOËL
ÉCOLO

Offrez un cadeau Greenpeace!



VESTE POLAR GREENPEACE

Un vêtement ajusté, personnalisé et confortable, en Polartec molletonné provenant de produits recyclés

Veste noire
TP, P, M, G, TG, TTG – **65 \$**



T-SHIRT POUR BAMBINS ET ENFANTS

T-shirt en coton biologique avec motif de baleine

Pour bambins, 12 ou 24 mois, vert seulement – **20 \$**

Pour enfants, 2, 4 ou 6 ans, orange ou violet – **20 \$**



T-SHIRT POUR FEMMES ET UNISEXE

T-shirt *L'Énergie du changement*, en coton biologique, de coupe ajustée

Pour femme, violet ou orange, P, M, G ou TG – **25 \$**

Unisex, violet ou orange, M, G, TG ou TTG – **25 \$**

Faites vos commandes!

Par courriel, à l'adresse : gp.membres@yto.greenpeace.org

Ou via notre site Internet : www.greenpeace.ca/f/boutique/
Vous trouverez d'autres articles sur notre site.

Frais d'expédition au Canada

Achats de moins de 20 \$: 6 \$
Achats de 20,01 \$ à 50 \$: 9 \$
Achats de 50,01 \$ à 100 \$: 11 \$
Achats de plus de 100 \$: 13 \$



CHOPE DE VOYAGE EN ACIER INOXYDABLE

Chope élancée en acier inoxydable (à l'intérieur et à l'extérieur), avec dispositif de fermeture, pour garder vos boissons chaudes ou froides – **15 \$**



CALENDRIER DE GREENPEACE

Le calendrier qui témoigne d'une conscience écologique, un hommage impressionnant à la beauté et à la majesté de la nature – **17 \$**



Oui! Je veux adhérer au programme de dons mensuels de Greenpeace

Je sais que mon don mensuel servira à appuyer et à maintenir les campagnes vitales que mène Greenpeace pour protéger la santé de notre planète.

Je veux faire un don mensuel de :

12 \$ 25 \$ 50 \$ 100 \$ Autre montant: _____ \$

Vous pouvez choisir n'importe quel montant.

Si vous faites un don de 12 \$ ou plus par mois, vous recevrez un coupon pour obtenir un t-shirt en coton biologique de Greenpeace.

La routine vous ennueie?
Greenpeace élargit votre rayon d'action.

Tous les donateurs et donatrices recevront trois fois par an un exemplaire du Réseau vert, la revue de Greenpeace.

Vous pouvez modifier votre engagement en tout temps en téléphonant au 1 800 321-7183.

Veuillez retourner ce formulaire à:
Greenpeace, 454, avenue Laurier Est, Montréal (Québec) H2J 1E7

PRÉNOM _____	NOM DE FAMILLE _____
NUMÉRO ET RUE _____	VILLE _____
PROVINCE _____	CODE POSTAL _____
TÉLÉPHONE (RÉSIDENT) _____	TÉLÉPHONE (TRAVAIL) _____
COURRIEL _____	

Options de paiement: Chèque Visa MasterCard

- J'ai joint un chèque portant la mention « SPÉCIMEN ».
- J'autorise Greenpeace à débiter le montant indiqué ci-dessus le 15 de chaque mois.

Numéro de carte: _____/_____/_____/_____

Expire à la fin de: _____/_____/_____ Date: _____/_____/_____

Signature _____

Votre don ne donne pas droit à un crédit d'impôt.





Le MV Esperanza



L'avenir est aux énergies renouvelables

Moratoire sur le chalutage de fond en haute mer

Halifax (Nouvelle-Écosse), 25 juillet 2005 – Les écosystèmes des fonds marins sont extrêmement mal gérés à l'échelle planétaire, et cela est particulièrement vrai dans le cas de l'océan Atlantique Nord-Ouest. C'est ce qui ressort du rapport intitulé *NAFO Case Study: The Northwest Atlantic Fisheries Organization: a case study in how RFMOs regularly fail to manage our Oceans*, dans lequel on constate que, en 25 années d'existence, l'Organisation des pêches de l'Atlantique nord-ouest (OPANO)* n'a pas réussi à protéger efficacement les stocks de poissons. Au contraire, celle-ci a permis la destruction d'écosystèmes marins extrêmement riches qui se développaient depuis des milliers d'années. Pour le chalutage de fond, on utilise d'immenses filets de près de 100 mètres de largeur, lestés par des poids. Les chaînes ou les rouleaux attachés à l'avant des filets raclent le fond et endommagent ou détruisent tout sur leur passage, notamment les coraux fragiles des mers froides et les colonies d'éponges. De plus, d'importantes quantités de poissons sont aussi capturées accidentellement dans les filets, puis rejetées à la mer comme des déchets. Malheureusement, le Canada a toujours refusé d'imposer un moratoire sur le chalutage de fond en haute mer. Greenpeace a dépêché le *MV Esperanza* dans l'Atlantique Nord-Ouest pour étudier les activités des flottes de bateaux de pêche internationales.

* L'OPANO est un organisme international mandaté pour gérer la pêche dans les eaux internationales de l'Est du Canada.

L'Australie, le plus important exportateur de charbon au monde

Newcastle (Australie), 26 juillet 2005 – Le navire amiral de la flotte de Greenpeace, le *Rainbow Warrior*, a bloqué l'accès au plus grand port d'exportation charbonnière au monde. Il a jeté l'ancre dans le canal conduisant aux terminaux de Kooragang et de Carrington, dans le port de Newcastle. Puis, des équipes de manifestants présentes sur le site du terminal charbonnier de Kooragang ont déployé, au sommet d'un monticule de charbon de 2,5 millions de tonnes métriques, une banderole sur laquelle on pouvait lire: «*Coal fuels climate change*» (Le charbon alimente les changements climatiques). Elles ont aussi occupé une des quatre immenses chargeuses de charbon. Le port de Newcastle exporte 80 millions de tonnes de charbon outre-mer chaque année.

C'est pourquoi Greenpeace et deux partenaires locaux en appellent aux premiers ministres des États australiens afin qu'ils s'engagent, notamment, à légiférer pour que 20% de l'énergie soit propre d'ici 2020.

Le captage et l'entreposage du CO₂ ont une valeur limitée

Montréal (Canada), 25 septembre 2005 – Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a publié un rapport spécial portant sur le captage et l'entreposage du CO₂ (CEC). La technique consiste à capter le CO₂ produit à partir de combustibles fossiles, pour ensuite l'entreposer dans des formations rocheuses souterraines ou en disposer dans les océans. Selon Greenpeace, cette étude vient confirmer le fait que beaucoup trop de questions restent en suspens quant aux risques, à la sécurité et aux coûts environnementaux liés

au CEC. De plus, cette nouvelle technologie ne pourrait vraisemblablement être mise en œuvre que dans la deuxième moitié de ce siècle. Greenpeace estime qu'il est urgent d'adopter des mesures immédiates, en faisant appel aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique.

L'avenir appartient aux énergies propres

Strasbourg et Bruxelles, 27 septembre 2005 – Greenpeace a présenté un Scénario énergétique révolutionnaire* démontrant que l'Europe pourrait cesser progressivement d'utiliser son énergie nucléaire, tout en réduisant ses émissions de dioxyde de carbone (CO₂) de 30% d'ici 2020, afin d'empêcher une détérioration catastrophique du climat.

Les combustibles fossiles représentent encore en Europe jusqu'à 80% de l'offre en énergie primaire. Actuellement, les sources d'énergies renouvelables représentent 6% de la production d'énergie primaire dans les 25 pays de l'Union européenne. Or, selon le Scénario énergétique révolutionnaire que propose Greenpeace, la moitié de la demande européenne en énergie pourrait être satisfaite par les énergies renouvelables, et on pourrait réduire les émissions de CO₂ de près de 75% d'ici 2050. Le scénario proposé indique aussi que si l'UE échoue dans sa tentative de réformer son secteur énergétique, les émissions de CO₂ augmenteront alors de presque 50% d'ici 2050.

* Le Scénario énergétique révolutionnaire proposé a été mis au point par l'Institut de thermodynamique technique du Centre aérospatial allemand. Voir *Energy Revolution: a sustainable pathway to a clean energy future for Europe*, en anglais seulement, à l'adresse suivante: <http://www.greenpeace.org/international/press/reports/energy-revolution-a-sustainab>

